Communiqué de presse · Toutes et Tous Migrants, Médecins du Monde, Refuges Solidaires, Mapemonde

Rafle par la police de six habitants du territoire dans une entreprise du Briançonnais, jusqu'où ira la traque aux personnes étrangères ?

16 septembre 2026

Ce matin, mercredi 16 septembre, la police s'est présentée dans une entreprise briançonnaise employant des personnes étrangères pour un contrôle de titre de séjour. La police a fait arrêter les machines et rassemblé l'ensemble du personnel dans le hall. Elle a ensuite contrôlé l'identité de chaque personne, une à une.

A l'issue de cette opération sans précédent qui a duré près d'une heure, six personnes ont été convoyées et privées de liberté dans les locaux de la Police aux frontières, à Montgenèvre.

Toutes ces personnes travaillent, sont régulièrement déclarées par l'employeur, et cotisent à l'ensemble des caisses sociales (chômage, retraite, prélèvement des impôts à la source...). Depuis des années elles tentent de retrouver une vie normale à Briançon pour elles et leur famille. Depuis des années elles se heurtent aux multiples obstacles à leur régularisation.

L'économie locale repose en partie sur ces personnes en situation précaire qui n'ont d'autres choix que d'accepter les travaux et conditions de travail que les travailleurs français refusent d'effectuer.

L'État exige des personnes étrangères qu'elles travaillent pour pouvoir espérer se régulariser, tout en faisant de leur lieu de travail de travail un espace de contrôle et de répression. La préfecture utilise ensuite ces mêmes exigences de régularisation - notamment la justification de travail salarié depuis plusieurs années de travail - pour repérer les entreprises qui les emploient pour intimider les employeurs et mener à bien sa politique de violence administrative, source de souffrances psychologiques, envers les personnes étrangères.

Devant cette rafle qui marque une nouvelle progression de la préfecture dans l'effroyable, TTM, Médecins du Monde et la MAPEmonde dénoncent encore une fois cette politique et ses effets délétères sur les personnes étrangères qui tentent de retrouver une vie et un avenir, après avoir dû fuir leur pays.

Nous demandons la régularisation sans plus tarder de ces personnes qui contribuent à la richesse de notre territoire alors que le gouvernement et ses représentants ne cessent de leur faire la misère.